

Novembre - Décembre 2023

A LA UNE !

Réunion plénière du CNLE
en présence de **Cécile Tagliana**
*Déléguée interministérielle à la lutte contre la pauvreté
et des commissaires à la lutte contre la pauvreté*



Copyright : Ministères sociaux/ DICOM/Anton karliner / Sipa Press

Nicolas Duvoux, président du CNLE a ouvert la séance de la réunion plénière du 7 décembre 2023 qui a eu lieu au Ministère de la santé. Il a accueilli **Cécile Tagliana**, déléguée interministérielle à la lutte contre la pauvreté (DIPLP) qui est intervenue sur « [Le Pacte des solidarités](#) ». Puis il a indiqué que c'était un grand jour pour le CNLE, que celui d'avoir le privilège d'accueillir les [Commissaires à la lutte contre la pauvreté](#), acteurs centraux de la mise en œuvre du *Pacte des solidarités* sur les territoires, présents en nombre à cette réunion. « *Vous êtes les visages de la lutte contre la pauvreté au sein de l'État sur le territoire* » a-t-il déclaré.

Le Président du *Groupe de travail sanctions*, **Jean-Claude Barbier** à fait le point d'avancement sur les travaux des groupes de travail « Sanctions et Impact social de l'écologie ». **Muriel Pucci**, Présidente du conseil scientifique a présenté le pré-programme de travail du CNLE pour les années 2023-2026. La dernière séance de cette plénière fut consacrée à l'accueil et l'intégration des personnes réfugiées par l'intervention d'**Alain Régnier**, Préfet, Délégué interministériel à l'accueil et à l'intégration des réfugiés. **Nicolas Duvoux**, Président du CNLE a levé la séance après vous avoir adressé des remerciements chaleureux à tous, pour leur participation active non seulement aux travaux, aux réunions, aux préparations, mais aussi à la réflexion collective sur le programme de travail. Il a indiqué également que la prochaine réunion plénière du CNLE aura lieu **jeudi 7 mars 2024** et que dans l'intervalle, le futur *Bureau permanent* où tous les collègues seront représentés pour équiper et animer le travail du CNLE de manière régulière, au fil de l'eau, sera installé.

LOGEMENT



[Crise du logement en France : Comprendre et lever les blocages actuels](#)

L'ensemble des acteurs du logement relaye une crise du logement d'une ampleur inédite depuis 30 ans. Il s'agit des ménages pour qui les logements sont devenus trop chers par rapport à leurs revenus, amplifiant ainsi les inégalités d'accès au logement.

Agence nationale de l'information sur le logement. Note n° 1.



[Les jeunes en première ligne face à la crise du logement](#)

Les jeunes, plus souvent locataires, peinent de plus en plus à se loger. Chez les jeunes ménages locataires de moins de trente ans, parmi lesquels souvent des étudiants, il atteindrait plus de 60 % selon un rapport d'information de l'Assemblée nationale alors qu'il est en moyenne de 23 % pour l'ensemble de la population.

D.Cocorceiro. R.Lioger. Assemblée nationale. Rapport n°4817.



[Logement : extensions et restrictions du marché](#)

Qui produit et finance aujourd'hui le logement, suivant quelles stratégies et avec quels effets ? Ce dossier se propose de contribuer à l'analyse de stratégies émergentes dans la production et dans l'investissement sur les marchés du logement, à partir des acteurs qui les portent.

Francesca Artioli et al. Métropolitiques. Analyse.



[Quelle stratégie pour un logement abordable et durable ?](#)

Si des territoires subissent une vacance élevée, les pénuries dans les zones tendues sont telles que les constructions de logements restent très insuffisantes, alors que leurs impacts écologiques sont déjà importants, notamment en termes de gaz à effet de serre.

Nicolas Desquinabo. Institut Rousseau. Note.



[Logement : l'État et les Français peuvent-ils s'entendre ?](#)

Depuis dix-huit mois, les Français subissent une dure crise du logement, que les indicateurs de ventes de biens ou de production de crédits attestent clairement. Dans ce contexte, l'édition 2023 du baromètre Procivis-Harris Interactive, en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès, livre des résultats éclairants.

Yannick Borde. Guillaume Macher. Fondation Jean-Jaurès. Note.

[Dans l'attente d'un relogement : angoisses et espoirs déçus de la rénovation urbaine](#)

Dans le cadre du partenariat entre Métropolitiques et le Prix de thèse sur la ville, Charles Reveillere, reçu le « Prix Spécial 2023 » pour sa thèse de doctorat en sociologie « *Demain c'est loin, et aujourd'hui c'est déjà trop tard. Vivre et gouverner le délogement dans deux espaces populaires en attente de rénovation urbaine* ». Cet ouvrage interroge la façon dont les habitants vivent le temps qui s'étire entre l'annonce de leur relogement et le déclenchement effectif des opérations et comment les institutions ignorent cet interstice.

Patrice Aubertel. Françoise Lorcerie. Métropolitiques. Article.

PAUVRETÉ



[En 2021, les inégalités et la pauvreté augmentent](#)

« *Au sortir de l'épisode du Covid-19, la pauvreté en France n'a pas explosé, mais elle a augmenté. Et les inégalités ont particulièrement progressé* », résume Valérie Albouy, cheffe du département des ressources et des conditions de vie des ménages de l'Insee. Le taux de pauvreté atteint désormais 14,5 %, en progression de 0,9 point, une fois recalculés les indicateurs des années précédentes, en raison d'une refonte des statistiques européennes.

Valérie Albouy. Anne Jaubertie. Arnaud Rousset. Insee Première n° 1973.



[État de la pauvreté en France 2023. Les femmes en première ligne](#)

Ce rapport comprend un dossier thématique qui porte sur les conditions de vie des femmes rencontrées par l'association et le profil général décrivant les caractéristiques sociodémographiques, les situations face à l'emploi ainsi que les ressources et conditions de vie des ménages rencontrés.

Secours Catholique-Caritas. Rapport.

INÉGALITES SOCIALES

France,
portrait social



[France, portrait social - Édition 2023](#)

Cet ouvrage de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) dresse un panorama des inégalités sociales dans plusieurs domaines. La satisfaction dans la vie et le bien-être, l'état de santé des jeunes et leur consommation de substances psychoactives, la proximité sociale des personnes en couple, les inégalités de niveau de vie et de patrimoine, les inégalités d'orientation à la fin du collège et les inégalités en matière de santé, en France et en Europe sont ainsi abordés en mobilisant les nomenclatures socioéconomiques ou socioprofessionnelles.

Insee Références Édition 2023. Ouvrage.



[Que pensent les Français des inégalités ?](#)

Les trois quarts des Français estiment que la société est « plutôt injuste ». Cette partie a augmenté de dix points depuis le début des années 2000. Que nous disent les enquêtes d'opinion en matière d'inégalités ?

Louis Maurin. Observatoire des inégalités. Analyse.

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE



[Éradiquer la précarité énergétique pour une transition juste](#)

Lors de la troisième Journée contre la précarité énergétique le 23 novembre dernier, le Collectif Alerte a publié une analyse et des propositions sur le logement. Ces dernières constituent le premier chapitre du rapport « Pour un contrat social de transition » qui sera remis à la présidente de l'Assemblée nationale le 20 décembre 2023. « *Les analyses que nous avons pu mener au sein du Collectif se basent sur des mesures de planification écologique déjà annoncées ou en cours...* » rapporte, Noam Léandri, président du Collectif ALERT.

Collectif Alert. Rapport.



[Le dispositif « Territoire zéro exclusion énergétique » lancé](#)

Agnès Pannier-Runacher ministre de la Transition énergétique a donné le 9 novembre 2023, le coup d'envoi officiel du programme Territoire zéro exclusion énergétique. Il vise à tester dans 14 territoires une méthodologie d'accompagnement des plus précaires dans la démarche de rénovation thermique performante de leur domicile.

Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. Ministère de la Transition énergétique.

MINIMA SOCIAUX



[Les aides exceptionnelles versées depuis 2020 : quel bilan redistributif ?](#)

Depuis 2020, les pouvoirs publics ont versé près de 17 milliards d'euros sous forme d'aides exceptionnelles pour soutenir le niveau de vie de neuf ménages sur dix. De manière globale, les mesures de 2020 et 2021 sont concentrées sur les ménages aux revenus les plus faibles alors que celles mises en œuvre en 2022 ont été étendues à un public plus large.

Caisse Nationale des Allocations Familiales. Analyses statistiques.

SANTÉ



[Rapport sur l'aide médicale de l'État](#)

Le rapport sur l'aide médicale de l'État (AME) a été remis le 4 décembre 2023. L'AME permet aux étrangers en situation irrégulière de bénéficier d'une prise en charge à 100% des soins médicaux. L'AME a fait l'objet d'une réforme en 2019.

Inspection générale de l'administration et Inspection générale des affaires sociales. Rapport.

[Des assurés comme les autres. Une analyse des consommations de soins de ville des personnes couvertes par l'Aide médicale de l'État](#)



L'Aide médicale de l'État (AME) permet-elle de lever les barrières financières à l'accès aux soins des personnes étrangères en situation irrégulière ? Cette étude de l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé (IRDES) compare les consommations de soins de ville des personnes couvertes par l'AME à celles des personnes couvertes par la Complémentaire santé solidaire non contributive (CSS-NC).

IRDES. Étude n° 284.



[Rapport visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation](#)

La raréfaction de l'offre de soins en France fait désormais l'objet d'un constat partagé au niveau politique comme scientifique. La démographie des professionnels de santé apparaît comme l'un des enjeux au cœur de ce phénomène et se trouve marquée par de fortes tensions, à tel point qu'il n'est pas excessif de parler de pénurie de professionnels de santé.

Yannick Neuder. Assemblée nationale. Rapport n° 1930.

TRAVAIL SOCIAL



Le mardi 5 décembre 2023, le président du [Haut Conseil du travail social \(HCTS\)](#), **Mathieu Klein** a remis officiellement [Livre blanc du travail social](#) à **Olivier Dussopt**, ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion et à **Aurore Bergé**, ministre des Solidarités et des Familles, en présence de **Stanislas Guerini**, ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, de **Fadila Khattabi**, ministre déléguée auprès de la ministre des Solidarités et des Familles, chargée des Personnes handicapées et de **Charlotte Caubel**, secrétaire d'État chargée de l'Enfance. Ce sont **14 grandes recommandations** qui sont présentées, allant des conditions de travail et de l'attractivité des organisations, aux conditions d'attractivité des métiers dans les grandes transitions écologique, démographique et numérique sans oublier les pratiques et les approches professionnelles nécessaires face aux défis sociaux d'aujourd'hui ou encore les enjeux de la formation initiale et continue. Parmi les nombreux participants à cette rencontre, [Nicolas Duvoux, président du CNLE](#), professeur de sociologie à l'université Paris 8, a apporté sa contribution lors de la [5ème journée des Entretiens du Livre Blanc](#), visant à définir dans quelles mesures le travail social constitue un levier d'une démarche de transition socio-écologique et de quelle manière, il peut faciliter et valoriser les pratiques citoyennes dans ce domaine. Pour lire le rapport cliquez [ici](#).

HCTS. Rapport.

ENFANCE



[L'aide sociale à l'enfance - Édition 2023](#)

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) analyse les dernières statistiques diffusées au début de l'année 2023 sur les types de mesures et les caractéristiques des bénéficiaires fin 2021, ainsi que celles publiées en mai dernier sur les dépenses départementales associées. Il présente également les caractéristiques des jeunes accueillis dans les établissements de l'aide sociale à l'enfance (ASE).

Nadia Amrous. DREES. Les dossiers de la DREES n° 115.



[Protection de l'enfance et pauvreté](#)

Ce numéro de la [Revue française des affaires sociales \(RFAS\)](#) cherche à éclairer les liens entre pauvreté et protection de l'enfance à travers des prismes multiples. Il entend enfin contribuer à une meilleure compréhension des enjeux et des limites de l'action publique mise en œuvre en France comme dans d'autres pays occidentaux, ici la Suisse et le Canada.

Flore Capelier. Isabelle Frechon. RFAS n° 2023/3. Revue.



[Quel avenir pour la protection de l'enfance ?](#)

Le document *La Protection de l'enfance à l'horizon 2030-2035* est le rapport d'une démarche prospective engagée dans le champ de la Protection de l'enfance par un groupe inter-associatif qui s'est fait accompagner par le Centre d'analyse Futuribles. Elle a été initiée en septembre 2020, puis, s'est focalisée sur deux thématiques : l'évolution des publics concernés par la Protection de l'enfance et celle des modalités d'intervention.

Roxane Le Gouest. Futuribles. Rapport.

JEUNESSE, ÉDUCATION, SCOLARITÉ ET FORMATION



[À 24-25 ans, la situation des jeunes reste liée à leurs résultats au collège et à leur origine sociale](#)

En mars 2021, les deux tiers des jeunes de 24-25 ans ont terminé leurs études et occupent un emploi. Enfin, un jeune sur six est, à 24-25 ans, ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET). Trois quarts des jeunes NEET ont déjà travaillé ; seulement 3 % d'entre eux n'ont jamais travaillé ni recherché un emploi.

F.Vuillier-Devillers. M. Barhoumi. J. Klipfel. Insee Focus n° 312. Étude



[Le numérique ne détourne pas les jeunes de l'écriture](#)

L'association *Lecture Jeunesse* a sollicité le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CRÉDOC) pour évaluer la place que l'écrit occupe dans le quotidien des 14-18 ans, quels que soient les supports mobilisés : papier, numérique. L'interrogation porte également sur les fonctions et représentations de l'écrit auprès de cette classe d'âge.

Solen Berhuet. CRÉDOC. Consommation et Modes de Vie n° 332. Étude.



[PISA 2022 : la France ne fait pas exception à la baisse généralisée des performances en culture mathématique dans l'OCDE](#)

En mai 2022, environ 8 000 élèves de 15 ans scolarisés dans 335 collèges et lycées français ont participé aux épreuves de l'enquête PISA, ainsi que leurs homologues de 80 autres pays . En culture mathématique, la France obtient un score global qui la situe dans la moyenne des 37 pays de l'OCDE. Cette performance représente une forte baisse par rapport à l'année 2012.

Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP). Note n° 23.48.



[Choc des savoirs : une mobilisation générale pour élever le niveau de notre École](#)

Lors de son discours de la Bibliothèque nationale de France, le 5 octobre 2023, Gabriel Attal, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse a annoncé sa volonté de mettre en œuvre un *Choc des savoirs* pour élever le niveau de l'école. Quels sont les constats et les principales mesures de ce Choc des savoirs ?

Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse. Dossier de presse.



[Imposer une mixité sociale à l'école ?](#)

Malgré sa promesse de garantir les mêmes opportunités à tous les enfants et malgré près de 160 milliards d'euros dépensés sur l'éducation, l'enseignement supérieur et la formation, l'école française est l'une des plus inégalitaires. Comme le souligne l'auteure dans cette contribution, la mixité sociale est l'une des réponses à ce problème.

Les Cahiers des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence. Étude.



[L'école inclusive peut mieux faire, selon un rapport parlementaire](#)

Un rapport parlementaire dresse un bilan positif en termes quantitatifs de l'école inclusive, mais beaucoup plus mitigé en termes qualitatifs. Il invite à sortir de la logique centrée sur le seul accompagnement humain, dont les limites sont par ailleurs soulignées

Servane Hugues. Alexandre Portier. Assemblée nationale. Rapport d'information n° 1856.



[Analyse du système de prévention et de lutte contre le décrochage scolaire : la démarche TDO \(tous droits ouverts\)](#)

Le rapport conjoint de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et de l'Inspection générale de l'enseignement supérieur et de la recherche (IGÉSR) analyse le système de prévention et de lutte contre le décrochage scolaire en France. Il propose des solutions devant permettre aux élèves de retrouver la motivation et de s'engager dans un parcours de formation ou d'insertion.

Hayet Zeggar. IGAS. IGÉSR. Rapport.



[Moi, les autres, la planète : une jeunesse en quête de confiance - Baromètre Jeunesse et Confiance 2023](#)

Cette édition 2023 poursuit notre investigation des nouveaux modèles éducatifs, après avoir abordé les sujets de la participation et de l'engagement ces dernières années. Face aux bouleversements et aux menaces qui pèsent sur son avenir, l'éducation peut-elle apporter des nouvelles réponses à une jeunesse en quête de confiance ? Et puis d'ailleurs, confiance en qui, en quoi ?

VersLeHaut et Opinionway. Baromètre.

AIDANTS

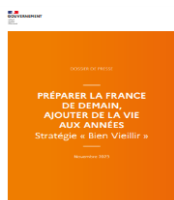


[Livre blanc des aidants](#)

Il y aurait aujourd'hui entre 8 et 11 millions d'aidants en France. Un enjeu qui concerne l'ensemble des employeurs. Pour cette troisième édition, le baromètre « Aider et Travailler 2023 » vise à cartographier et mesurer l'impact de l'aide pour les employeurs et les employés et présenter une série de 12 propositions.

Tilia. Lab RH. Interfacia. Groupe VYV. ANPP. Territoires de projet. Baromètre.

PERSONNES AGÉES



[Préparer la France de demain, ajouter de la vie aux années - Stratégie « Bien Vieillir »](#)

En 2030, les plus de 65 ans seront plus nombreux que les moins de 15 ans. Face à ce défi démographique, la société doit collectivement se mobiliser : État, collectivités, entreprises et citoyens. C'est tout l'enjeu de la stratégie « *Bien Vieillir* » que la ministre Aurore Bergé a présenté au sein du ministère des Solidarités et des Familles.

Ministère des Solidarités et des Familles. Dossier de presse.



[Davantage de personnes âgées en perte d'autonomie à domicile dans les départements les plus pauvres](#)

En 2021, en France, 7 % des personnes de 60 ans ou plus vivant à leur domicile sont en perte d'autonomie. Ce taux dépasse 9 % dans 16 départements. Il s'agit pour la quasi-totalité de territoires où la pauvreté est plus marquée qu'ailleurs et disposant souvent d'une offre restreinte de places d'hébergement pour personnes âgées dépendantes. Marylise Dehon. INSEE. Insee Focus n° 314. Étude.



[Perte d'autonomie des personnes âgées : quels besoins et quels coûts pour accompagner le virage domiciliaire ?](#)

L'allongement de la durée de vie vers des âges où la probabilité de perdre son autonomie augmente, devrait induire une progression du nombre de personnes âgées dépendantes et de bénéficiaires de l'APA dans les années à venir. Cette note propose plusieurs scénarios d'évolution des dépenses publiques de prise en charge de la perte d'autonomie et estime les effectifs d'aides professionnelles nécessaires à l'accompagnement des personnes âgées d'ici à 2040, dans trois différents lieux de vie.

Pauline Mendras. Institut des politiques publiques. Note n° 96.



[Avancée en âge et parcours résidentiel : représentations et connaissances de l'offre alternative d'habitat](#)

Dans l'hypothèse d'une dégradation de leurs capacités physiques et cognitives, la majorité (60%) des Français privilégient l'adaptation de leur logement à l'entrée dans un logement adapté. Les trois-quarts des retraités (73%, soit + 13 points) envisagent avant tout aménager leur domicile pour y rester en sécurité.

Elodie Alberola. Colette Maes. Thierry Mathé. Crédoc. Cahier n° 355.

DIMENSION TERRITORIALE

Bretagne



[Précarité et accessibilité alimentaire dans Rennes Métropole. Une approche territoriale pour identifier les disparités et dispositifs locaux](#)

La précarité alimentaire est un phénomène en nette augmentation sur le territoire français. Le territoire de la métropole rennaise est maillé d'un réseau d'acteurs qui agissent pour l'aide alimentaire. Cette étude de l'Agence d'urbanisme et de développement intercommunal de l'agglomération rennaise (AUDIAR) les recense.

Marine Litou. Cécile Leuba. AUDIAR Rennes. Note.

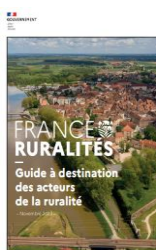
Guyane



[L'aménagement et le développement durables du territoire en Guyane](#)

Est-il possible de développer socialement et économiquement la Guyane, département en plein essor démographique, sans défricher de manière raisonnée une partie la plus réduite possible de la forêt amazonienne ? Telle est la question que s'est posée la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire (CDDAT), en envoyant une délégation sur place et à laquelle le présent rapport s'efforce de répondre.

Jean-Marc Zulesi. Assemblée nationale. Rapport d'information n° 1924.



[France Ruralités - Guide à destination des acteurs de la ruralité](#)

Le guide des mesures « France ruralités » propose différents outils pour améliorer la qualité de vie des habitants des territoires ruraux : agir pour le logement, maintenir une offre de santé de qualité, développer une offre de transport sur le dernier kilomètre, défendre la culture et le patrimoine, renforcer l'ingénierie au service de la collectivité, dynamiser le commerce, assurer une éducation de qualité pour les enfants, agir pour la sécurité au quotidien...

D. Faure. Ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales et de la Ruralité. Guide.

DIMENSION INTERNATIONALE

Union européenne



[Le sans-abrisme dans l'Union européenne](#)

Pour ceux qui sont sans abri, la durée doit être minimisée en fournissant rapidement un logement sûr et abordable, afin de réduire de nouvelles expériences d'itinérance, de diminuer les hébergements d'urgence coûteux et d'atténuer les traumatismes associés à l'itinérance.

Eoin O'Sullivan. Parlement européen. Étude n° PE 755.915.



[Éducation, la France peut mieux faire - Évaluation de l'efficacité du système d'éducation et de formation en France](#)

Cette étude inédite vise à comparer le rapport coût-efficacité des différents pays européens en termes d'éducation et de formation. Elle analyse 30 pays européens et effectue trois comparatifs : le premier sur l'éducation primaire et secondaire, le deuxième sur le supérieur et le troisième sur l'ensemble du système de formation.

P. Bentata. C.Philippe. N.Marques. Institut Economique Molinari. Étude.



[La jeunesse populaire face à l'enseignement supérieur. Manières de s'orienter en Italie et en France](#)

Longtemps exclue de l'enseignement supérieur, la jeunesse populaire, représente une composante importante de la population étudiante dans la plupart des pays occidentaux. En s'appuyant sur une enquête de terrain qualitative menée auprès de 50 étudiants, cette étude compare les parcours d'orientation des jeunes issus des classes populaires vers les études supérieures en Italie et en France.

Ciro Cangiano. Agora débats-Jeunesses. Vol. 95 n° 3. Étude.

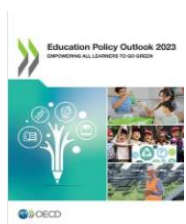


[L'éducation au centre de la réduction de la pauvreté mondiale](#)

L'accès à l'école s'est considérablement amélioré partout dans le monde au cours des dernières décennies. Dans quelle mesure ces investissements ont-ils été utiles pour réduire la pauvreté et les inégalités entre les sexes ? En s'appuyant sur une base de données de microdonnées unique représentative de 95 % de la population mondiale, Amory Gethin documente trois conclusions principales.

Amory Gethin. Working Paper n° 2023/25. Rapport

Pays de l'OCDE



[Perspectives des politiques éducatives 2023 : Donner à tous les apprenants les moyens de passer au vert](#)

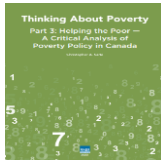
En 2024, les systèmes d'éducation et de formation disposent d'un « potentiel unique » pour jeter les bases de sociétés équitables et durables grâce à l'éducation. Dans l'Enquête nationale de l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : 90 % des systèmes participants ont identifié la durabilité environnementale comme une priorité clé pour 2024. Observatoire analytique des politiques éducatives de l'OCDE. Rapport.



[L'état du vieillissement 2023](#)

L'état du vieillissement de cette année dresse le tableau le plus détaillé à ce jour de la population âgée en Angleterre, en utilisant des données provenant de diverses sources, notamment le recensement de 2021. Nous avons également parlé à des personnes âgées de leur vie et vu notre analyse des données reflétée dans leur expériences du vieillissement.

Centre pour mieux vieillir. Rapport.



[Aider les pauvres - Une analyse critique de la politique de lutte contre la pauvreté au Canada](#)

S'il ne fait aucun doute que les programmes de redistribution font passer certains ménages au-dessus du seuil de pauvreté, ce qui réduira la pauvreté mesurée, est-ce là la solution à la pauvreté ? Ou voulons-nous la même chose pour les pauvres que nous voulons pour nous-mêmes ?

Christopher A. Sarlo. Fraser Institute. [Analyse](#).



[Le système américain de soins laisse d'importants besoins non satisfaits chez les adultes vieillissants](#)

Le système américain de soins aux personnes âgées s'appuie sur les familles pour prodiguer des soins aux adultes vieillissants, laissant ceux qui n'ont pas de famille ni de richesse, particulièrement vulnérables. Selon les dernières données disponibles 8,3 millions de personnes, soit 42 % des adultes qui ont des difficultés avec des tâches comme s'habiller, aller aux toilettes ou préparer les repas, n'ont reçu aucune aide en 2020.

Jessica Forden.Teresa Ghilarducci. The New School - Centre Schwartz. Note.

AGENDA DU CNLE

Calendrier prévisionnel des réunions du CNLE en 2024

Réunions en assemblée plénière du CNLE	Réunions du Comité scientifique
<ul style="list-style-type: none">07 mars - 14h30 à 17h3013 juin - 14h30 à 17h30	<ul style="list-style-type: none">24 janvier - 14h à 17h21 mars - 14h à 17h16 mai - 14h à 17h04 juillet - 14h à 17h

A propos du CNLE



Conseil national des politiques de lutte
contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Placé auprès du Premier ministre, [le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale \(CNLE\)](#) est une **instance représentative** des principaux décideurs et acteurs, institutionnels ou associatifs, impliqués dans la mise en œuvre des **politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale**.

Le **Conseil du CNLE** est composé de **64 membres** répartis en cinq collèges : le collège des élus et représentants de l'action sociale territoriale (1 sénateur, 1 député, 1 représentant de l'AMF, 2 représentants de ADF, 1 représentant de ARF, Unccass, France Urbaine) , le collège des associations de lutte contre l'exclusion (FAS, ATD Quart Monde, Emmaus, Unicef, MNCP, secours catholique, petits frères des pauvres, , le collège des partenaires sociaux, le collège des personnes qualifiées, et le collège des personnes en situation de précarité ou de pauvreté dites personnes concernées qui représentent 50 % du Conseil..

Le **Comité scientifique** est composé d'une **quarantaine de membres** : universitaires, chercheurs, représentants de la statistique publique, des administrations concernées, de diverses institutions et de la participation de représentants des cinq collèges du CNLE.).

Le **Secrétariat général** est assuré par la Direction générale de la cohésion sociale (**DGCS**). Il assure le fonctionnement et la coordination des travaux du CNLE. À ce titre, il prépare les réunions et y participe, propose un accompagnement méthodologique, organise des groupes de travail et assiste les membres pour les questions relatives à leur mandat. Il assiste la présidence du CNLE dans sa mission et assure une fonction de veille, sur les champs concernant ses compétences.

La newsletter du CNLE

La [Newsletter du CNLE](#) constitue un outil de communication à l'attention des membres du CNLE, des acteurs publics, privés et associatifs, des chercheurs et des institutionnels qui permet à chacun d'être informé sur l'actualité du CNLE et de prendre connaissance d'études, rapports, publications et communiqués de presse qui concernent le champ de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Cette publication est aussi, pour les membres du CNLE un moyen de faire connaître leurs travaux. Si vous souhaitez nous signaler la parution d'études et de rapports sur les sujets abordés au CNLE n'hésitez pas à nous les transmettre pour qu'ils soient partagés par tous. N'hésitez pas également à nous faire part de vos commentaires et suggestions.

Les travaux et études qui n'ont pas été recensés par le CNLE, ainsi que les demandes d'abonnement à nos publications, peuvent être transmis par courriel à la boîte fonctionnelle du Secrétariat général à l'adresse suivante :
dgcs-secr-cnle@social.gouv.fr

CONTACT :

Retrouvez nous sur le site Internet : [CNLE](#)
[Le CNLE est sur LinkedIn](#)

Fatima Guémiah - Collaboratrice extérieure - Tél : 06 62 04 42 24